

Service Protection Nature Environnement - IAA  
15 avenue de Cucillé  
CS 90 000  
35919 RENNES

RENNES, le 23/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HTL**

7 RUE ALFRED KASTLER  
Z.I de l'Aumallerie  
35133 Javené

Références : [référence à compléter](#)  
Code AIOT : 0053501395

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement **SOCIETE HTL** implanté 7 RUE ALFRED KASTLER Z.I de l'Aumallerie 35133 Javené. L'inspection a été annoncée le 17/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a lieu dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'Autorisation (IED), et de l'instruction du dossier déposé le 19 juillet 2023 par la société HTL.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HTL
- 7 RUE ALFRED KASTLER Z.I de l'Aumallerie 35133 Javené
- Code AIOT : 0053501395
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HTL, située 7 Rue Alfred Kastler sur la commune de JAVENE (35133), exploite une unité de fabrication de biopolymères.

Elle est autorisée par arrêté préfectoral n°44268 du 20 novembre 2019 au titre de la rubrique principale n°3450 (fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques).

Elle est également soumise au régime de l'Autorisation pour les rubriques 2681 (Micro-organismes naturels pathogènes - mise en oeuvre dans des installations de production industrielle / autorisation à 2944 kg produits/an) et 2690 (préparation de produits opothérapiques / autorisation à 1300 kg produits/an) ; et au régime de l'Enregistrement pour la rubrique 4331 (liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 / autorisation à 389 t).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Demande de dérogation à une prescription réglementaire (distance d'implantation)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- ✳ la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- ✳ à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- ✳ « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Distances d'implantation	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 5	Sans objet
3	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 8.5.2 V alinea 4	Sans objet
4	Préservation de la ressource en eau / Gestion des ouvrages de traitement	Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 4.3.3	Sans objet
5	Préservation de la ressource en eau / VLE des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 4.4.2.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de finaliser l'instruction du dossier du 19 juillet 2023 complété le 16 octobre 2023 concernant le projet de construction du bâtiment HTL8.

La demande de dérogation de distance d'implantation de ce bâtiment sera présentée lors d'un prochain CODERST, avec un avis favorable de principe du service instructeur sous réserve de la mise en place de mesures compensatoires.

La filière de pré-traitement des eaux résiduaires intègre une filtration du CPC comme prescrit dans l'arrêté préfectoral de 2019, et les valeurs limites d'émission du CPC en 2023 sont conformes à l'arrêté préfectoral en vigueur.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Distances d'implantation du bâtiment HTL8 en projet / demande de dérogation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distances d'implantation réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Les installations relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 sont implantées à une distance minimale des limites du site : [...] -C : calculée, pour les liquides susceptibles d'être présents dans un bâtiment, de façon à ce que les effets létaux au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé soient contenus dans l'enceinte du site en cas d'incendie en prenant en compte la configuration la plus défavorable par rapport à la quantité susceptible d'être présente. Ce calcul se fait suivant la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90977-14553A). Cette distance est au moins égale à 1,5 fois la hauteur du bâtiment, sans être inférieure à 20 mètres. Cette distance minimale de 20 mètres n'est toutefois pas applicable lorsque le dernier alinéa du II de l'article 13 est respecté. [...]
<b>Constats :</b> La visite d'inspection a lieu dans le cadre de l'instruction du dossier du 19 juillet 2023 concernant

le projet de construction d'un nouveau bâtiment dénommé HTL8 dédié à la production d'ADN. Une demande de dérogation à la distance d'implantation réglementaire est en cours d'étude, afin que le nouveau bâtiment puisse être implanté à 10,70 mètres de la limite de propriété, avec mise en place de mesures compensatoires. Lors de la visite physique sur le lieu d'implantation du futur bâtiment HTL8, l'exploitant signale que la clôture grillagée du site sur toute la longueur en bordure de rocade sera repoussée en limite de propriété, ce qui n'est pas le cas actuellement.

**Observations :**

La demande de dérogation de distance d'implantation du futur bâtiment HTL8, formalisée dans le dossier du 19 juillet 2023 complété le 16 octobre 2023, sera présentée lors d'un prochain CODERST, avec avis favorable du service instructeur sous réserve de la mise en place des mesures compensatoires suivantes :

- respect des dispositions constructives de l'article 11. de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 ;
- mise en place d'un écran thermique en façade nord du local Matières Premières.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 3 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 8.5.2 V alinea 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention et confinement

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 700 m3 avant rejet vers le milieu naturel.

**Constats :**

Lors du contrôle, l'exploitant confirme que le volume disponible de confinement des eaux potentiellement souillées sera de 830 m3 après projet.

Selon les éléments fournis dans le dossier, le bassin actuel de 700 m3 sera soit agrandi, soit complété par un bassin supplémentaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 4 : Préservation de la ressource en eau / Gestion des ouvrages de traitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 4.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Préservation de la ressource en eau / Gestion des ouvrages de traitement

**Prescription contrôlée :**

[...] Un traitement comportant une unité de décantation puis de filtration sur charbon actif spécifique au CPC sera mis en place avant septembre 2020.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant confirme que le traitement des effluents aqueux chargés en CPC (Cetyl Pyridinium Chloride), composé utilisé dans le process de production d'acide hyaluronique, a été mis en place conformément à la prescription de l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral de 2019. Les travaux de collecte et de traitement ont été finalisés en octobre 2022.

Les effluents aqueux chargés en CPC sont collectés par un réseau séparatif dans les différents ateliers concernés, puis font l'objet d'un traitement complémentaire dans la station de

prétraitement du site, avec une filtration sur plaques, une décantation et une filtration sur charbon actif.

Les filtres à plaques et les filtres à charbon actif sont périodiquement renouvelés. Selon les propos de l'exploitant, ils sont collectés par des organismes spécialisés et évacués vers des filières de traitement distinctes.

Les boues de décantation sont éliminées pour traitement en filière spécialisée.

**Observations :**

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les derniers bons de reprise :

- des filtres à charbon actif,
- des résidus solides de CPC après filtration sur plaques,
- des boues de décantation issues des eaux de nettoyage chargées en CPC,

avec mention de l'organisme collecteur et/ou de celui chargé de leur traitement, afin de vérifier la conformité de la traçabilité de ces déchets.

Il est noté que l'ensemble des effluents aqueux du site font l'objet d'un prétraitement sur site, avant rejet vers le réseau des eaux usées de la station d'épuration de la ville de Fougères (convention de rejet).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 5 : Préservation de la ressource en eau / VLE des rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 4.4.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE en CPC (Cetyl Pyridinium Chloride)

**Prescription contrôlée :**

Voir tableau des Valeurs Limites d'Emission (VLE) des rejets aqueux.

Seuil de la VLE pour le CPC (Cetyl Pyridinium Chloride) en sortie de pré-traitement avant rejet (EU1) vers la station d'épuration urbaine de Fougères : flux maximal autorisé de 1435 kg/an puis 50 kg par an à partir de 2021

**Constats :**

Selon les éléments fournis dans le dossier et lors de la visite, la valeur limite d'émission autorisée du CPC en flux annuel est respectée, puisque le rejet après pré-traitement est de 10 kg/an en 2023.

Après réalisation du projet HTL8, le flux annuel passera à 11 kg/an, ce qui restera conforme et très en deçà du seuil autorisé, confirmant l'efficacité du traitement mis en place.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet